



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Logement

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.**

**Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.**

### Absents / Excusés :

**Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Stéphanie JANNIN, Audrey LLEDO, Jean-Pierre RICO, Marie-Hélène SANTARELLI**

## **Logement - Convention spécifique relative au versement par l'ANRU de la subvention ' indemnité pour minoration de loyer ' dans le cadre du Projet de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Thierry BREYSSE, Vice-Président, rapporte :

Le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPRU) Mosson-Cévennes, porté par Montpellier Méditerranée Métropole, prévoit plusieurs opérations de démolition/réhabilitation de logements locatifs sociaux, et le recyclage de copropriétés dégradées. Ces opérations vont nécessiter le relogement des habitants concernés.

Une Charte partenariale de relogement a été élaborée afin de mettre en place un dispositif de relogement inter-bailleurs, répondant aux enjeux de mixité sociale et permettant un parcours résidentiel positif pour les ménages à reloger. Conformément aux préconisations de l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine (ANRU), il est envisagé que 30 % des relogements soit réalisé dans le parc social neuf ou en logement locatif social conventionné à l'Aide Personnalisée au Logement (APL) depuis moins de 5 ans.

Pour atteindre cet objectif, une minoration des loyers pourra être nécessaire afin de permettre aux ménages à reloger d'accéder à ces logements. A cet effet, l'ANRU peut accorder une indemnité pour minoration de loyer aux organismes de logement social relogant des ménages dans leur parc social neuf ou conventionné depuis moins de 5 ans.

L'indemnité pour minoration de loyer correspond à un montant forfaitaire d'aide versée par l'ANRU. Ce montant est défini selon la taille du logement dans lequel le ménage est relogé (quelle que soit sa localisation et son mode de financement initial). Le forfait est de 2 000 € pour un T1/T2, 6 000 € pour un T3 et 8 000 € pour un T4 /T5 et plus.

Afin d'être éligible à cette subvention ANRU, il faut que le relogement soit :

- rendu nécessaire par une opération d'investissement contractualisée avec l'ANRU dans le cadre du NPRU Mosson-Cévennes ;
- réalisé dans un logement locatif social neuf ou conventionné pour l'attribution de l'APL depuis moins de 5 ans à la date du relogement ;
- réalisé avec un montant de loyer inscrit dans le bail fixé au maximum au plafond de loyer pour l'attribution de l'APL pour le ménage ;
- et définitif (dispositif applicable pour le logement concerné et pour un tour).

La subvention pour minoration de loyer sera provisionnée par l'ANRU au stade de la contractualisation pluriannuelle du NPRU Mosson-Cévennes. En amont, une convention spécifique encadrant les conditions de transfert de l'indemnité pour minoration de loyer entre l'ANRU, le maître d'ouvrage à l'origine du relogement, les bailleurs relogeurs, et Montpellier Méditerranée Métropole en sa qualité de porteur de projet, doit être signée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention spécifique relative au versement par l'ANRU de la subvention « Indemnité pour minoration de loyer », dans le cadre du NPRU Mosson-Cévennes ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

Mme Valérie BARTHAS-ORSAL, M. Renaud CALVAT, M. Gérard CASTRE, M. Robert COTTE, M. Jean-Luc COUSQUER, Mme Véronique DEMON, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Chantal LÉVY-RAMEAU, M. Jean-Marc LUSSERT, M. Cyril MEUNIER, Mme Patricia MIRALLES, M. Yvon PELLET, M. Eric PETIT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, M. Noël SEGURA, M. Sauveur TORTORICI, M. Rabii YOUSSEUS.

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-100407-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention-minoration-loyer-NPNRU.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.